

pellations sur la politique générale du Gouvernement (p. 174). — *Son rapport*, au nom du 7^e Bureau, sur les opérations électorales du territoire de la Réunion (1^{re} et 2^e circ.) (p. 177). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires : Art. 8 : *Amendement de M. Pleven* (p. 345) ; Art. 9 : *Son amendement* (p. 346). — Pose au Ministre de la Justice une question sur la promotion de magistrats, ayant prêté serment au maréchal Pétain, dans l'ordre de la Légion d'honneur (p. 369). — Est entendu au cours : du débat sur les propositions de loi de MM. A. Mercier (Oise) et Pierre Bloch tendant à proroger les délais pour l'ouverture des informations devant les cours de justice et les chambres civiques et fixer au 1^{er} janvier 1947 la date d'expiration des informations et poursuites pour faits de collaboration : Art. 2 : *Amendement de M. Denais* (p. 471) ; — d'interpellations sur la liberté de la presse (p. 709) : — de la discussion du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 13 : *Ses explications de vote* (p. 1160) ; Art. 23 : *Soutient l'amendement de M. Herriot* (p. 1194) ; Art. 32 : *Soutient l'amendement de M. Herriot* (p. 1201) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 1218). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2107). — Prend part à la discussion : du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : *Discussion générale*, (p. 2134) ; Art. 1^{er} : *Ses amendements* (p. 2164, 2166) ; Art. 3 : *Son amendement* (p. 2172) ; Art. 6 : *Son amendement* (p. 2175) ; *le retire* (ibid.) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2204) ; — du projet de loi modifiant le taux des amendes pénales : *Discussion générale* (p. 2326) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : DISPOSITIONS SPECIALES : Art. 19 : *Amendement de M. Delcos* (p. 2344).

BALLANGER (M. Robert), Député du département de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139).

Dépôts :

Le 22 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer rapidement un projet de loi modifiant le régime actuel des zones de salaires, d'allocations familiales, d'allocations aux vieux travailleurs et d'indemnités de résidence dans le département de Seine-et-Oise, n° 720. — Le 22 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement des mesures en faveur des « mal lotis », n° 723.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 77* (A. de 1945, p. 341) ; *Son amendement à l'article 158 : Archives des services départementaux d'apurement des dommages de guerre* (p. 673) ; *Son amendement à l'article 167 : Indemnités forfaitaires des sinistrés* (p. 679) ; *le retire* (p. 680). — Pose au Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme une question sur les mesures qu'il envisage pour hâter la reconstruction (A. de 1946, p. 380).

BARANGÉ (M. Charles), Député du département de Maine-et-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 138).

Dépôts :

Le 9 avril 1946, une proposition de loi tendant à permettre aux veuves de guerre de bénéficier des prêts accordés aux anciens prisonniers de guerre, déporté et réfugiés en vertu de l'ordonnance du 5 octobre 1945 n° 956 — Le 19 avril 1946, une proposition de loi tendant à fixer le statut des banques d'affaires, n° 1120.

Interventions :

Son rapport au nom du 3^e Bureau sur les opérations électorales du département du Finistère (A. de 1945, p. 16). — Prend part à la discussion du projet de loi portant nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et l'organisation du crédit : *Son amendement à l'article premier* (p. 161); *le retire* (ibid.); *Son amendement : au 2^e alinéa de l'article 8* (p. 172); *aux 2^e, 3^e et 4^e alinéas de l'article 12* (p. 177); *le retire* (p. 178); *Son amendement au 4^e alinéa de l'article 13* (p. 179); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 258). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Discussion générale*, (p. 287); *Son amendement à l'article 42* (p. 319); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. Rigal à l'article premier sexies* (p. 349); JUSTICE : *Ses observations en qualité de Rapporteur* (p. 421); — du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale : *Son amendement à l'article 8* (A. de 1946, p. 299); — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 13 : *Amendement de M. Dupraz* (p. 1156); *Amendement de M. Bouvier-U'ottiercau* (p. 1159); Art. 27 : *Son amendement au 3^e alinéa* (p. 1197); *Son second amendement* (p. 1198); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du Budget général de l'Exercice 1946 : Art. 6 : *Ses observations* (p. 2096). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2137). — Prend part à la discussion du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : Art. 1^{er} : *Son amendement* (p. 2165); Art. 7 : *Ses explications de vote* (p. 2178). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance (p. 2184). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 2295); Dispositions spéciales : Art. 19 : *Amendement de M. Delcos*, (p. 2346).

BARATGIN (M. Paul), Député du département des Hautes-Pyrénées.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission des

pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (*ibid.*).

BARBARY (M. Joseph), Député du département de Maine-et-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138). Est nommé juré de la Haute Cour de justice (p. 638). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 235).

BARBIER (M. André), Député du département des Vosges.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 18 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la reprise des travaux communaux d'adduction d'eau potable dans les localités rurales et des aménagements ayant trait à l'amélioration de l'habitat rural, n° 121.

BARBU (M. Marcel), Député du département de la Drôme.

Son élection est validée (A. de 1946, p. 667).

Dépôts :

Le 12 mars 1946, une proposition de loi tendant à instituer un nouveau type de société dénommé « Communauté de travail », n° 648. — Le 12 mars 1946, une proposition de loi portant création d'un Conseil national communautaire et d'une Ecole nationale de cadres communautaires, n° 649. — Le 12 mars 1946, une proposition de loi tendant à permettre la transformation des entreprises anciennes en communautés de travail, n° 650.